



Reste connecté partout avec ton **MIFI HARVILON**

80Go gratuits (valable 30 jours) pour l'achat du MIFI 4G en agence.
Avancer. Pour vous. Pour tous.

logocom.tg 00000

39.900E
29.900F
+ 60Go d'Internet Gratuit



PROMO!

La France en marche vers la récession P.7



Lauréat du Prix d'Excellence RDI-France

La Dépêche

Hebdomadaire d'Information Générale paraissant au Togo

Nouvelle adresse : 18, rue des Mirabelles, Tokoin Doumasséssé, tel: 90 19 66 68 / Courriel: ladepechetg@gmail.com

Directeur de publication: MEWENEMESSE K.Apollinaire

31^e année / N° 1199 du 11 Septembre 2024 | Prix: 250 FCFA

CPC

L'opposition devant le fait accompli P.3



FOCAC 2024

Faure à l'école de la bonne gouvernance P.3



Le gouvernement Dogbé II crée un nouveau format d'échanges avec les médias P.4

Incendie du marché de Kégué
La série noire continue dans l'indifférence de nos dirigeants P.4



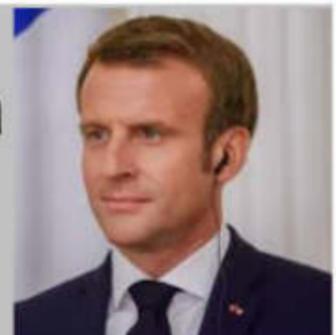
Téléphones portables interdits dans les écoles togolaises :

Un défi pour la discipline P.5



France

Le Roi Macron 1^{er} a tué la démocratie française P.7



Obsèques de Mgr Barrigah

Faure assiste à la messe d'enterrement

Le Président de la République, SEM Faure Essozimna Gnassingbé a honoré de sa présence ce 7 septembre 2024, à l'église Cristo Risorto de Hedzranawoé, à la messe d'enterrement de Monseigneur Yves Nicodème Anani Barrigah-Bénissan, Archevêque Métropolitain de Lomé, rappelé à Dieu le 4 Août 2024, à l'âge de 61 ans. Le chef de l'État avait à ses côtés les membres du gouvernement, les députés à l'Assemblée Nationale ainsi que d'autres autorités administratives, civiles et militaires.



Intense moment d'émotion et de recueillement à l'arrivée de la dépouille de Monseigneur Barrigah sur le parvis de l'église, marquée par des prières pour le repos de l'âme de l'illustre disparu qui, plusieurs années durant, a œuvré inlassablement pour la paix et la réconciliation dans notre pays.

Au cours de la messe d'enterrement, célébrée par le Cardinal Fridolin Ambongo Besungu, archevêque de Kinshasa et président du Symposium des Conférences Episcopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM), le défunt a eu

droit à de nombreux hommages et témoignages édifiants qui ont retracé son parcours en tant qu'homme de Dieu.

Ainsi, tous les orateurs ont été unanimes pour reconnaître que Monseigneur Barrigah a pleinement consacré sa vie aux œuvres de Dieu et à la recherche de la paix et la cohésion entre les hommes.

L'honneur est revenu au Chef de l'Etat de procéder à l'aspersion d'eau bénite sur le cercueil du prélat. À travers ce geste hautement symbolique, le Président de la République, Faure Gnassingbé a réitéré ses compassions, sa

sympathie et sa solidarité à l'Eglise toute entière et à la famille biologique de Monseigneur Barrigah.

Au nom de l'Eglise, Mgr Isaac-Jogues Gaglo, Evêque d'Aného et administrateur épiscopal de Lomé, a remercié le Chef de l'État pour sa présence à cette cérémonie mais aussi pour son indéfectible soutien à l'église durant cette épreuve.

Notons que vendredi 06 septembre déjà, un hommage mérité de la nation toute entière avait été rendu à l'illustre disparu au Palais de

la Présidence, présidé au nom du Chef de l'Etat par madame le Premier Ministre victoire Dogbé.

On se rappelle que le 7 août dernier, soit trois jours après la disparition de l'archevêque, le Chef de l'État avait accordé une audience à la Conférence des Evêques du Togo.

À cette occasion il avait exprimé ses condoléances, celles du gouvernement et du peuple togolais au clergé. En cette douloureuse circonstance, le Président de la République déclarait : « Mgr Barrigah-Bénissan a été une

figure éminente de notre pays, dévoué à la cause de la paix, de la réconciliation et de la justice sociale ».

Pour mémoire, Mgr Yves-Nicodème Anani Barrigah-Bénissan a été nommé en 2008 Evêque d'Atakpamé avant de devenir Archevêque de Lomé en 2019.

Mgr Barrigah-Bénissan, ordonné en 1987, a exercé dans un premier temps comme vicaire paroissial à la Cathédrale de Lomé avant de poursuivre ses études théologiques à l'Institut Catholique d'Abidjan, suivi des études d'exégèse au Biblicum à Rome en Italie.

Auteur, compositeur Mgr Barrigah-Bénissan a été président de la Commission Episcopale Nationale Justice et Paix de la Conférence des Evêques du Togo.

De 2009 à 2012, il a présidé la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR), commission qu'il a dirigée de main de maître et dans le cadre de laquelle il invitait chaque Togolais à faire sa part dans l'œuvre d'édification d'une nation en paix et reconciliée avec elle-même.

Source <https://presidence.gouv.tg/>

CAN Maroc 2025 :

Les Éperviers lézardent en ce début des éliminatoires

Deux petits points en deux matches de six points. Voilà le butin de nos Éperviers à l'entame des éliminatoires de l'actuelle CAN dont les phases finales se joueront au Maroc en 2025.

Périodes	LE CALENDRIER DES RENCONTRES		
	Les Journées	À Domicile	En Déplacement
7-15 octobre	3 ^{ème} Journée	Algérie	Togo
	4 ^{ème} Journée	Togo	Algérie
11-19 novembre	5 ^{ème} Journée	Libéria	Togo
	6 ^{ème} Journée	Togo	Guinée équatoriale

Tenus en échec (1 - 1) par les Lone stars du Libéria, le 06 septembre 2024 sur leur propre installation au stade de Kégué à Lomé ; cette fois-ci, le lundi 9 septembre 2024, ce sont les Éperviers qui à leur tour ont tenu en échec la Guinée Équatoriale (2 - 2) à Malabo. Les statistiques des buts des deux matches sont les suivants.

À Lomé au Togo : Togo (78^{ème} minute) « Libéria (92^{ème} minute)

minute) À Malabo : Guinée équatoriale (17^{ème} minute - 75^{ème} minute) « Togo (44^{ème} minute - 92^{ème} minute)

Des deux matches, le sélectionneur, Nibombe Daré a montré qu'il a du nouveau à implémenter aux Éperviers. Le système de jeu a connu une amélioration, mais c'est la concentration qui manque. C'est le constat amer. Les débuts des deux matches sont vifs, puis la fougue s'affaiblit jusqu'aux citrons. Par contre les

deuxièmes parties sont plus vigoureuses et de faiblir en fin de partie, surtout dans les arrêts de jeu allant jusqu'à la crucifixion.

À la fin du match à Malabo nos deux ambassadeurs se sont prononcés : «C'est le meilleur résultat satisfaisant quand on fait le résumé du contexte du match. Mais on pouvait mieux faire», a dit le sélectionneur Nibombé Daré. Même son de cloche du côté du capitaine des Épervier, Djene Dakonam qui



disait à son tour : «Tout n'est pas parfait. Mais à l'extérieur, c'est un bon résultat pour nous».

Par contre à Lomé, nos deux ambassadeurs étaient totalement déçus. Sans doute qu'ils se sont mis en cause et colmater les brèches. Car, sincèrement les Éperviers ont de la poigne. En effet, le sélectionneur des Lone stars du Libéria, Mario Marinika déclarait : «Le Togo a une très

bonne équipe. Ils ont eu la possession de balle, ils ont très bien joué. Mais la tactique que nous avons implémentée ce soir nous a permis d'avoir le résultat escompté». Vivement que cette dynamique du sorcier noir, Nibombé Daré puisse permettre à nos ambassadeurs du football de se surpasser et de commencer à engranger les victoires.

Théophile Nimon

AVIS DE VENTE

Un hectare de terrain rural est mis en vente dans la préfecture de Zio à Tsévié plus précisément à Zogbedji (village de Havé)
 Prix : Un million huit cent mille francs (1 800 000 FCFA) / Contact : 99 82 92 19 - 91 35 96 78 - 92 56 56 33

FOCAC 2024

Le chef de l'Etat propose des pistes de solutions pour une gouvernance réussie

Une conférence internationale de haut niveau consacrée à la problématique de la bonne gouvernance, s'est tenue ce 05 septembre 2024 à Pékin, dans le cadre du neuvième sommet du Forum économique sino-africain (FOCAC 2024). L'ambition des dirigeants africains et chinois est de mener des réflexions pour renforcer la gouvernance politique, institutionnelle et économique dans un contexte aussi bien bilatéral que multilatéral.



Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, invité spécial de cette session, a dans son intervention introductive, relevé les enjeux mondiaux de la bonne gouvernance dans la consolidation de la paix, la stabilité et la prévention des différentes crises sociopolitiques, sécuritaires et humanitaires qui gangrènent les projets de développement.

« Ma conviction est qu'une meilleure gouvernance est nécessaire à l'échelle globale pour résoudre les problèmes complexes auxquels nous sommes confrontés. Je pense aussi bien à la crise alimentaire, à la crise climatique et à la crise sécuritaire ».

Prenant l'exemple du Togo, le chef de l'État a insisté sur les différents changements institutionnels et constitution-

nels opérés en vue de renforcer la gouvernance politique, gage de légitimité des institutions démocratiques et de réussite de tout projet de développement économique et social à la satisfaction de tous les citoyens.

« La réforme institutionnelle majeure qui est en cours au Togo transforme notre régime présidentiel en régime parlementaire. Celle-ci vise à mieux équilibrer les pouvoirs exécutif et législatif. Il en va de même pour la création d'un Sénat. Nous garantissons ainsi que nos institutions politiques soient inclusives et représentatives. Nous renforçons aussi la démocratie, la transparence électorale et la redevabilité des gouvernants vis-à-vis de leurs populations ».

Pour le Président de la République, ces changements



relèvent de l'ambition stratégique du Togo d'être « un État fort, visionnaire et protecteur », car la « bonne gouvernance des institutions publiques contribue à inspirer confiance et légitimité à la population, et constitue le fondement de la stabilité politique et de la cohésion sociale » a-t-il poursuivi. Dans cette dynamique, le chef de l'État est revenu sur les avantages qu'offre la nouvelle constitution du 6 mai 2024 dans les secteurs de la justice, de la décentralisation, de la gouvernance participative et concertée, de la lutte contre la corruption et de l'inclusion sociale.

Ce choix stratégique porté par le Président de la République passe aussi par la modernisation du pays via la digitalisation des services administratifs publics et privés. Il a partagé à cet effet, l'expérience de notre pays en matière de digitalisation dont les résultats ont été salués par les partenaires au développement.

« La recherche de la bonne gouvernance va au-delà des institutions. Elle passe par la recherche de la modernité aussi bien dans les technologies que dans les esprits. Ainsi, au Togo, nous avons digitalisé de nombreux services publics, ce

qui a significativement augmenté leur efficacité et réduit les délais administratifs » a-t-il déclaré.

Le chef de l'État a pour cela salué l'engagement de la Chine à soutenir les pays africains dans leur politique de modernisation, conformément aux recommandations du neuvième sommet du Forum économique sino-africain (FOCAC2024).

Par ailleurs, à en croire le chef de l'État, ce choix stratégique doit également faire appel à une bonne politique de promotion du leadership féminin dans les instances de prise de décision. Le Togo est reconnu par les Nations unies et d'autres organisations internationales pour ses efforts en matière de promotion d'égalité et d'équité genre.

Le Président de la République a aussi insisté sur la gouvernance des institutions internationales globales notamment les institutions financières et économiques. Il a à cet effet invité les partenaires multilatéraux en l'occurrence la Banque mondiale, le Fonds monétaire in-

ternational (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à améliorer leur système de fonctionnement et à mieux représenter l'économie mondiale quand il s'agit des sujets cruciaux comme celui du changement climatique.

« La dernière décision significative sur les quotas à la Banque mondiale et au FMI date de 2010 et j'appelle de mes vœux une réforme générale permettant à ces institutions de mieux représenter l'économie mondiale » a-t-il précisé.

En ce qui concerne les instances sous-régionales comme la CEDEAO et l'UEMOA, le chef de l'État propose des cadres légaux stables et des processus prévisibles, pour créer un environnement favorable à l'investissement et la croissance. Il a aussi plaidé pour une réforme profonde du fonctionnement et de la gouvernance de ces institutions.

Pour terminer, le chef de l'État a insisté sur le renforcement de la coopération pour une gouvernance mondiale plus équilibrée.

Cette intervention du chef de l'État basée sur les relations de causalité entre une meilleure gouvernance, la démocratie, le développement économique, social et politique a été appréciée et saluée par ses homologues et les partenaires au développement présents en Chine dans le cadre du FOCAC2024.

Source : <https://presidence.gouv.tg/>

CPC L'opposition devant le fait accompli

Affaibli, aphone et inaudible, l'opposition togolaise est inexistante. La semaine dernière nous a laissés perplexes avec cette fameuse réunion du Cadre Permanent de Concertation (CPC). Si notre opposition était cohérente et responsable elle n'irait pas à cette sempiternelle rencontre. Il y a quoi encore à discuter après le coup de force du 06 mai 2024 qui a donné lieu au bouleversement constitutionnel que nous vivons ? Si tel est que la mouvance présidentielle voulait qu'on discute des problèmes du

pays, c'est au CPC que la 5^e République devait être repensée ? C'est devant le peuple tétanisé que la 5^e République a vu le jour. L'opposition n'a été associée à aucune étape. D'ailleurs tout a été fait en catimini et dans une nuit profonde. Que viennent chercher les opposants dans une réunion du CPC après le fait accompli ?

L'Union pour la République (UNIR) fait la politique avec brutalité et ne tient compte d'aucune opinion dans le pays. Appelons les choses par leur nom. La 5^e



République, c'est une monarchie camouflée. Faure veut régner seul sans être gêné. Il a atteint son but. Qu'on le laisse aller au bout de sa logique. Dans ces conditions, aller s'assoier à une table avec des représentants d'UNIR, c'est faire preuve d'ineptie politique.

Pour une fois, Me

Apévon et Fabre ont raison. Ils sont restés cohérents. A chaque fois que Faure passe en force, il cherche qu'on l'accompagne. Des rencontres et dialogues, il y en a sous Faure. Il est dans sa logique de conservation du pouvoir. Il ne respecte rien. Pour tenir tout le

monde en respect, il peut compter sur son argent, les forces de l'ordre et de sécurité et des lobbies qu'il entretient à travers le monde. Nous sommes partis du parti unique et nous y sommes à nouveau. Mais rien n'est perdu. La 5^e République est une chance pour reprendre la lutte là où on l'avait laissée. Le temps est venu de voir naître une classe politique déterminée et patriotique. La renaissance est possible. Nous faisons confiance à l'intelligence et au génie togolais.

Kao Victoire

Incendie du marché de Kégué

La série noire continue dans l'indifférence de nos dirigeants

Les incendies de marché sont devenus un drame banal sur la Terre de nos Aïeux. Après les Grands Marchés de Kara et de Lomé en janvier 2013, le marché de Hanoukopé en avril 2022 et celui d'Agoè-Assiyé en décembre 2023, c'est le marché de Kégué qui est parti en fumée dans la nuit du 3 septembre dernier. Si par le passé nos mamans s'en remettaient à Dieu, cette fois-ci, elles disent qu'elles en ont marre. D'autant plus que les forces de l'ordre et de sécurité déployées sur les lieux les ont bastonnées pour les obliger à rentrer à la maison. Ce manque de considération, les femmes l'ont dénoncé cette nuit-là à travers des cris de détresse, de lamentation et de désespoir.

Où sont nos dirigeants ?

Depuis que cette série noire a commencé en 2013,



les autorités n'ont pas fait grand-chose pour y mettre fin. Au début, on a plutôt assisté à l'embastillement des leaders de l'opposition qui, à l'époque, organisaient des manifestations pour contraindre le chef de l'Etat à démissionner. Mais après, on ne comprend plus rien. Les manifestations ne sont plus organisées, cependant les marchés brûlent et brûlent encore. Face à cette situation, beaucoup se demandent si nos autorités se sou-

cient vraiment de la sécurisation de nos marchés.

On le sait, le commerce est l'activité de prédilection des femmes togolaises sur qui reposent bon nombre de familles. Abandonner ces femmes dans un climat d'insécurité permanent n'est pas acceptable. Il est grand temps que des mesures idoines soient prises pour que nos mamans mènent leurs activités en toute sérénité. C'est de ça qu'elles ont besoin. Et non les

bidons d'huile, les sacs de riz et quelques billets de banques que l'Etat a l'habitude de donner aux sinistrés pour les calmer au lendemain des incendies.

En attendant que l'Etat prenne ses responsabilités...

Comme le dit l'adage, chacun est en premier lieu responsable de sa sécurité. On ne connaît pas le montant exact mais des millions de francs sont consumés dans l'incendie

du marché de Kégué. Ce qui n'est pas nouveau. Puisque c'est la même chose dès qu'il y a un incendie dans nos marchés. Nous invitons donc les commerçants et les commerçantes à régulièrement déposer leurs recettes en banque. C'est la seule chose à faire en attendant les dispositions adéquates tant promises par l'Etat mais qui demeurent un serpent de mer.

Asséyé

Le gouvernement Dogbé II crée un nouveau format d'échanges avec les médias

Depuis la formation du nouveau gouvernement le 20 Août 2024, les ministres ont pris d'assaut les médias pour expliquer, chacun en ce qui le concerne dans son département, la mise en application de la politique générale du gouvernement.

C'est donc pour partager l'information et permettre aux Togolais d'analyser et d'apporter leur contribution qu'un nouveau format dénommé «Rendez-vous avec le gouvernement» a été initié par Madame le ministre de la Communication, des Médias, de la Culture, porte-parole du gouvernement, Yawa Kouigan.

La première rencontre s'est tenue ce vendredi 06 septembre 2024 au ministère de la communication. Elle a connu la participation des patrons de presse et les membres des différentes organisations de la presse togolaise.

Le gouvernement est représenté par Madame le ministre de la Communication, des Médias, de la Culture et Porte-parole du gouvernement Yawa Kouigan, le ministre des Enseignements Primaire et Secondaire Pr Dodzi Komlan Kokoroko et celui de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage, Isaac Tchiakpe.



L'objectif visé, selon la ministre de la communication est de maintenir le contact entre le gouvernement à travers ses différents départements et les hommes de médias qui ont la lourde responsabilité dans la République de porter l'information dans tous les coins et recoins où les ministres ne peuvent pas aller tous les jours. Ce qu'elle a qualifié de «la magie du 4^e pouvoir».

Selon la ministre, ces rendez-vous avec la presse seront périodiques pour permettre aux membres du gouvernement de parler de façon très pratique de ce qui se fait et de recueillir auprès des journalistes les interrogations les plus présentes dans l'opinion.

«C'est une volonté manifeste du gouvernement de démocratiser l'information sur le quotidien des départements ministériels et leur contribution à la mission du gouvernement et à

l'atteinte des objectifs qui ont été assignés afin de répondre aux aspirations des populations», a précisé la Ministre.

Cette première rencontre est consacrée à la thématique de l'éducation. Ce choix se justifie par les préparatifs de la rentrée scolaire prévue pour le 16 septembre 2024.

L'occasion a permis aux ministres en charge de l'éducation d'expliquer les actions réalisées pendant l'année écoulée et les perspectives de la nouvelle rentrée.

Présentation des ministres

La première communication a été présentée par le ministre Isaac Tchiakpe en charge de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage.

Les réalisations dans ce département pour le compte de l'année 2023-2024 sont entre autres la formation en alternance de 22 établissements dont 6 pri-

vés ; la formation continue de 268 formateurs des matières spécialisées ; l'élaboration et la révision de 7 curricula selon l'Approche par Compétences (APC). Le taux de réussite enregistré aux examens dans ce département est de 68,53% contre 73,60% l'année précédente.

Pour cette nouvelle rentrée, ce ministère compte capitaliser et améliorer la qualité de la formation. Pour ce faire, il est prévu la construction de 43 nouvelles salles de classes ; l'ouverture de 7 nouvelles spécialités ; l'élaboration de 12 curricula selon l'APC ; le démarrage de la formation initiale et la poursuite de la formation continue des formateurs ; la formation en alternance de 48 établissements dont 17 privés ; l'insertion professionnelle avec le recrutement de 600 jeunes, etc.

Le ministre des Enseignements Primaire et Secondaire, Pr Dodzi Komlan Kokoroko s'est quant à lui montré serein à continuer sa mission malgré les critiques. Pour cet universitaire, «l'école de la République est toujours debout». Sur les réalisations de l'année écoulée on peut retenir l'amélioration des infrastructures ; la construction et la réhabilitation de 5000 salles de classes ; la construction et la réhabilitation des inspections, des

directions régionales de l'éducation et les écoles scientifiques.

Les projections pour cette nouvelle rentrée sont très ambitieuses. Il s'agit de la construction de 3314 salles de classes; la réhabilitation de 1117 salles de classe; l'élaboration du pilote de la carte scolaire dans 7 préfectures; la réduction du nombre d'élèves par salle de classe et l'identification des partenaires.

«Le recrutement de 4.386 enseignants dont les épreuves écrites fixées au 7 décembre 2024 et l'interdiction formelle du téléphone portable dans l'enceinte des établissements scolaires démontrent l'engagement de l'Etat pour un enseignement de qualité», a conclu le ministre.

Ces présentations ont été suivies d'une série de questions réponses. Les débats ont révélé l'engouement des journalistes et la pertinence de la thématique. Ces derniers ont salué cette initiative de la ministre de la communication et ont marqué leur disponibilité pour les prochains rendez-vous.

Les membres du gouvernement ont profité de l'occasion pour lancer un appel aux parents d'élèves à plus de responsabilités dans l'éducation de leurs enfants.

Innocent

Réunion mixte CEDEAO à Conakry :

Santé, éducation et technologie au cœur des recommandations

Du 3 au 6 septembre 2024, Conakry a accueilli une réunion délocalisée de la commission mixte du Parlement de la CEDEAO, rassemblant des experts en Santé, Éducation, Science et Culture, Télécommunications, Technologie de l'information, Industrie et Secteur privé. La rencontre qui s'inscrivait dans le cadre du thème « Promouvoir les services et l'éducation pour la santé dans l'espace ouest-africain : Rôle du Parlement de la CEDEAO », visait à renforcer les capacités des parlementaires pour mieux comprendre les enjeux de la santé dans la région.

Une rencontre au moment opportun

Cette réunion est survenue à un moment critique, marqué par l'épidémie de varicelle du singe dans certains pays de la sous-région. Les participants ont discuté des mesures à prendre pour éviter la propagation de cette maladie et renforcer la capacité de réaction des États membres face aux futures menaces sanitaires.

Défis et progrès en matière de santé dans la sous-région

Les discussions ont permis de mettre en lumière les progrès réalisés dans le secteur de la santé, tout en soulignant les défis persistants. Les parlementaires ont reconnu l'importance d'améliorer l'accès aux services de santé et à l'éducation pour la santé, notamment en milieu rural, où les infrastructures et les res-

sources sont souvent insuffisantes. La réunion a permis d'insister sur l'engagement des parlementaires à jouer un rôle plus actif dans les programmes de politique de santé et d'éducation de leurs pays respectifs.

Le rôle clé des parlementaires dans la promotion de la santé

Les recommandations issues de cette rencontre appellent les parlementaires à s'impliquer davantage dans la promotion de politiques de santé favorables à l'ensemble des populations. Cela passe notamment par des actions de sensibilisation et d'éducation, particulièrement dans les zones rurales où l'accès aux soins et aux technologies de la télécommunication reste limité. Le cadre législatif doit être aligné sur les engagements communautaires et interna-



tionaux afin de garantir une couverture sanitaire plus inclusive.

Plaidoyer pour un budget renforcé et des lois pro-santé

L'un des points majeurs abordés concerne le financement de la santé. Les parlementaires ont rappelé les engagements pris lors de la Déclaration d'Abuja de 2001, où les gouvernements africains s'étaient engagés à allouer 15 % de leurs budgets nationaux à la santé. Ils ont également souligné l'importance de trouver des financements innovants pour soutenir les efforts dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Le Premier rapporteur de la Commission en Santé, l'honorable Aka Hervé, a plaidé pour l'adoption de lois favorables à la promotion des services de santé et de l'éducation, rappelant que l'éduca-

tion à la santé doit être considérée comme un droit fondamental.

Renforcer la coopération régionale pour surmonter les défis

À l'ouverture de la session, la présidente du Parlement de la CEDEAO, Hadja Mémounatou Ibrahima, a rappelé que la CEDEAO joue un rôle central dans la coordination des politiques de santé, mais que les défis restent nombreux : insuffisance des ressources, manque d'infrastructures, disparités sanitaires, et gestion des épidémies. Elle a souligné l'importance des efforts concertés entre gouvernements, ONG et partenaires internationaux pour promouvoir des systèmes de santé plus solides, améliorer l'accès aux soins, et développer l'éducation pour la santé dans l'ensemble de

l'Afrique de l'Ouest.

Une clôture optimiste pour l'avenir de la santé et de l'éducation

En clôturant la réunion, Hadjaratou Traoré, vice-présidente du Parlement de la CEDEAO, a exprimé sa satisfaction quant à la qualité des échanges et des recommandations formulées. Elle a exhorté les parlementaires à poursuivre leur travail auprès des chefs d'État afin de concrétiser les engagements pris et d'améliorer les systèmes de santé dans la sous-région.

Pour la promotion des systèmes de santé et d'éducation plus inclusifs et mieux adaptés aux besoins des populations, les recommandations issues de cette rencontre serviront de feuille de route pour les initiatives futures dans la sous-région.

Yvette SOSSOU

Téléphones portables interdits dans les écoles togolaises :

Un défi pour la discipline

Depuis plusieurs années, les autorités togolaises cherchent à renforcer la discipline au sein des établissements scolaires en régulant l'utilisation des téléphones portables par les élèves. C'est ainsi que le 5 septembre 2024, une nouvelle réglementation renforce l'interdiction des téléphones portables dans les établissements scolaires togolais, qu'ils soient publics ou privés.

Bien que cette interdiction ait été annoncée dès 2018 par l'ancien ministre des enseignements, Komi Tchakpele, elle trouve aujourd'hui une base légale avec une décision conjointe des ministres Isaac Tchiakpé et du professeur Dodzi Komla Kokoroko, respectivement en charge de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage; et des Enseignements Primaire et Secondaire.

Une mesure stricte pour une meilleure discipline

Cette nouvelle réglementation interdit formellement l'utilisation des téléphones portables aux élèves, à l'intérieur des établissements d'enseigne-

ment général et professionnel. En effet, la décision stipule que tout élève utilisant un téléphone portable en dehors des situations d'urgence ou d'activités pédagogiques spécifiques, encadrées par un personnel autorisé, verra son appareil confisqué sans possibilité de restitution. En plus de cette confiscation, l'élève s'expose à des sanctions disciplinaires allant de l'avertissement à l'exclusion temporaire, voire définitive selon la gravité des faits.

Les établissements scolaires ont été invités à sensibiliser leurs élèves à cette interdiction et à l'incorporer dans leurs règlements intérieurs. Cette disposition vise à renforcer la discipline, à recentrer les élèves sur

leurs études et à éviter les distractions liées à l'utilisation des réseaux sociaux ou des jeux en ligne.

C'est pourquoi, l'interdiction s'étend également aux réseaux sociaux, interdisant aux élèves de créer, publier, diffuser ou partager des contenus indécentes ou susceptibles de porter atteinte à l'honneur de leur établissement.

Une tentation omniprésente

Le téléphone portable est devenu un outil indispensable pour de nombreuses personnes, même les plus jeunes. La simple possession d'un téléphone, même rangé dans un sac, peut pousser certains à vouloir l'utiliser, que ce soit pour consulter des messages, des notifications ou simplement par habitude. L'on se rappelle encore des vidéos à caractère pornographique tournées par des élèves dans certaines écoles de la capitale togo-



laise en juillet 2020 et bien d'autres affaires similaires.

Cette lutte entre discipline et tentation quotidienne représente l'un des principaux défis de cette nouvelle année.

En effet, avec la rentrée scolaire prévue pour le 16 septembre 2024, cette décision impose une nouvelle dynami-

que dans les écoles togolaises. Elle représente un véritable test pour les autorités et les établissements quant à leur capacité à faire respecter cette interdiction et à garantir un cadre disciplinaire plus strict et organisé pour de meilleurs résultats académiques.

Yvette SOSSOU

Renouveau national :

«Ablodé», un nouvel acteur ou une entrave à «Freedom Togo-MLN» ?

Depuis des décennies, les Togolais ressentent une lassitude face à la gouvernance de leur pays, jugée incertaine et peu propice au développement. La quête pour un renouveau national est ainsi devenue une aspiration collective, avec de nombreuses initiatives citoyennes et politiques cherchant à mener ce combat.

Pourtant, cette lutte pour un avenir meilleur est souvent freinée par un manque d'unité parmi ceux qui portent cette vision. Plutôt que de collaborer pour atteindre un objectif commun, certaines forces en présence semblent préférer la compétition, chacun voulant être celui qui inscrira le but de la victoire, quitte à ignorer les opportunités offertes par ses coéquipiers.

Cette dynamique est peut-être aujourd'hui illustrée par l'émergence du mouvement citoyen « Ablodé », qui

semble rivaliser avec le Mouvement de Libération Nationale (MLN) « Freedom Togo » dans leur quête de renouveau pour le pays. Alors que ces deux entités partagent des objectifs similaires, leur approche concurrentielle pourrait nuire à l'unité indispensable pour un véritable changement.

Ablodé, en tant que nouvel acteur sur la scène politique, est-il un allié potentiel dans la lutte pour la libération du Togo ou plutôt une entrave à l'effort collectif incarné par Freedom Togo ?



Freedom Togo-MLN : Un projet de renouveau global

Officiellement lancé le 20 juillet 2024 par Kofi Yamgnane, François Boko et Jean-Sylvanus Olympio, Freedom Togo-MLN s'est fondé sur des principes de démocratie, de redevabilité et de justice, en proposant une approche qui place les citoyens au centre de la vie publique,

les considérant comme des acteurs incontournables des choix qui façonnent leur avenir.

Ablodé : entre héritage prophétique et ambitions politiques

« Ablodé », officiellement lancé le 30 août 2024 par Soter-Caius Dovi, Dr Kodjovi Lokossou, et le prophète Isaïe Kokou Dekpo, présente un discours prophétique s'inscrivant dans la lutte d'indépendance menée par Sylvanus Olympio.

Ablodé face à Freedom Togo-MLN

Ce qui frappe, c'est que malgré des aspirations similaires pour le Togo : liberté, souveraineté, et justice, ces deux mouvements semblent plus enclins à se concurrencer qu'à s'allier.

Ce positionnement concurrentiel pourrait être in-

terprété comme une volonté de saboter l'élan que « Freedom Togo » tente de construire, non seulement en prônant une autre vision du renouveau, mais en introduisant un discours qui divise l'opinion. Certains observateurs craignent que cette division n'affaiblisse la lutte globale pour la démocratie, offrant ainsi une opportunité au régime en place de maintenir le statu quo. En préférant rivaliser au lieu de coopérer, « Ablodé » risque de freiner l'élan collectif nécessaire pour un véritable changement.

L'enjeu de l'unité nationale dans la lutte pour le changement

Dès lors, la question se pose : le mouvement citoyen « Ablodé » est-il véritablement une force supplémentaire dans la lutte pour la liberté ou, au contraire, une entrave à l'effort unitaire mené par le MLN « Freedom Togo » ? Dans un contexte où l'unité est plus que jamais capitale pour changer le cours de l'histoire togolaise, la rivalité entre ces deux mouvements pourrait bien constituer l'un des plus grands obstacles à la réalisation de cet objectif commun.

La Rédaction

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Soyez vigilants, Ne vous faites pas avoir !

L'OTR ne vous demandera jamais de transfert T-money ou flooz sur un numéro privé.

Vérifiez TOUJOURS les informations sur nos pages officielles ou appelez gratuitement notre centre de contact au 8201 en cas de doute.

8280
Signalez toute tentative d'escroquerie en appelant le numéro vert

Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

✓ Restaurants, Hotels, Boutiques, Bars....
✓ Vente en ligne & livraison
✓ Comptabilité & inventaire

Kekouda gère !

Equipements kekouda

LE MEILLEUR SYSTEME DE CAISSE SUR LE MARCHÉ

+228 90566262

Site web: kekouda.com

Disponible sur Google play, App Store, Microsoft

kekouda

La France en marche vers la récession

Partie I

Les tendances économiques se développant en France depuis la crise de 2008 ont reçu un important coup d'accélérateur dès l'installation au pouvoir suprême de la République en 2017 du parti d'Emmanuel Macron, dont le cadre de la politique intérieure et de la politique étrangère autodestructrice mène directement vers la récession économique dans laquelle la France est en train d'entrer à grand pas.

La personne à la tête du ministère français de l'Economie, monsieur Bruneau Le Maire, a prononcé un discours magistral, le 1er mars 2022, dans lequel il n'a « laissé planer aucune ambiguïté sur la détermination européenne » dans sa volonté de « livrer une guerre économique et financière totale à la Russie », afin de faire effondrer son économie. Son enthousiasme était sans équivoque : « Nos sanctions sont efficaces. Les sanctions économiques et financières sont même d'une efficacité redoutable [...] Nous allons donc provoquer l'effondrement de l'économie russe! ».

Deux ans et demi se sont écoulés depuis les exultations publiques dudit personnage et nous retrouvons l'économie de la Fédération de Russie très exactement à l'opposé des lumineuses prévisions du ministre : dans une des meilleures de ses formes - ce qui est très loin d'être le cas pour l'économie de l'Hexagone, dont ce dernier est censé de s'en occuper.

Le PIB de la Russie a augmenté de 4,6% sur un an au premier semestre 2024, contre 1,1% en France. Le FMI, qui a déjà prévu une croissance confortable du PIB russe, a récemment revu à la hausse ses prévisions initiales de croissance, anticipant désormais une hausse du PIB de 3,2% sur l'ensemble de l'année 2024. Des prévisions qui ne prennent pas, néanmoins, en compte tous les éléments de la réalité des marchés démontrant que la croissance sur l'ensemble de l'année en cours sera plutôt de 3,5-4%.

Selon les dernières statistiques, en juin 2024 la Russie est devenue le pays avec le plus faible taux de chômage parmi les pays du G-20. Le niveau du chômage parmi la population active n'est que de 2,4% contre 7,4% en France qui entre dans le peu glorieux Top-5 des pays du G-20 avec le taux du chômage le plus élevé et dont l'indice INSEE du climat d'emploi annonce un taux de chômage de 8,5% pour la fin de l'année en cours.

En ce qui concerne le pouvoir d'achat de la population russe, au premier trimestre 2024, les revenus nets disponibles - les revenus monétaires corrigés de l'inflation moins les paiements obligatoires des impôts, taxes, redevances et autres contributions obligatoires au budget de l'Etat - ont vu l'augmentation de 5,8% par rapport à l'année précédente (source : Rosstat). Sur l'ensemble de l'année 2024, l'augmentation du pouvoir d'achat est attendu à hauteur de 9,2% (source : ministère de l'Economie). Pour la France, cependant, une augmentation du pou-

voir d'achat à hauteur de 1% brut pour l'année 2024 serait déjà considérée comme un très bon résultat, après une croissance de 0,8% brut pour l'année 2023 (source : l'OFCE).

De même, la Fédération de Russie est entrée dans le Top-3 du G-20 au niveau de la plus faible dette publique par habitant qui n'est que de 2.070\$/hab., contre 40.300\$/hab. en France, 50.600\$/hab. au Royaume-Uni ou encore 104.500\$ par habitant aux Etats-Unis d'Amérique.

En France, le taux de chômage élevé de ce jour, la très faible croissance du PIB et la dette publique exorbitante pesant sur le présent et le futur de l'économie française ne sont que les constantes structurelles se développant en synchronie avec toute une série d'autres facteurs économiques résultant de la politique française irresponsable des dernières années et démontrant l'entrée prochaine de la France dans la récession économique.

La croissance du PIB à hauteur de 1,1% pour le premier semestre 2024, dont le chiffre correspond également à la croissance attendue pour l'ensemble de l'année en cours, malgré les prévisions de stagnation annoncées auparavant par l'INSEE, ne doit guère être surestimée et prise pour une constante. La non-modération de la joie serait une importante erreur d'appréciation, car son augmentation n'est grandement due qu'à la hausse des dépenses publiques (+0,3% de la consommation des administrations et +0,6% de l'investissement public pour le second trimestre) qui ne fait que soutenir artificiellement le PIB du pays en creusant davantage la dette de l'Etat français.

La réindustrialisation ou la désindustrialisation ?

La désindustrialisation de la France n'est nullement un phénomène nouveau. Elle s'est mise en place dès la crise de 1974 et ne s'est jamais arrêtée depuis, en faisant de la France le pays européen qui s'est le plus désindustrialisé ces 50 dernières années.

Si en 1972 la part de l'industrie française dans le PIB était de 19%, en 2020 elle n'est plus que de 9%. De même pour la part d'emplois dans le secteur industriel : 37,4% en 1982, contre 13,3% en 2020.

Dès la période de la propagande électorale précédant la prise du pouvoir en 2017, Emmanuel Macron a choisi de se promouvoir avec un message politique tout à fait attractif adressé aux masses électorales : faire de la réindustrialisation de la France un chantier prioritaire de son mandat. Message adressé à des masses qui ne connaissent à peu près rien du fonctionnement de l'économie mondiale et des lois qui la gouvernent pour être pris au sérieux.

Le travail d'un illusionniste, c'est de concentrer l'attention des spectateurs sur des détails devant leurs yeux et de ne surtout pas leur permettre la vision globale de l'ensemble du processus en développement, ce qui mènerait, le cas échéant, inévitablement à

la découverte de la supercherie.

Les années ont passé et Emmanuel Macron se vante de la grande réussite de son initiative de réindustrialisation de l'Hexagone. Les éléments mis en avant sont le solde positif de la création d'emplois dans l'industrie depuis 2017 et la création de 500 usines de plus en France en 2023 par rapport à 2016.

Très jolie image. Toutefois, la réalité est tout à fait différente.

La spécificité du secteur industriel français d'aujourd'hui et de ses capacités de production sont dans une situation sous très forte dépendance directe des approvisionnements étrangers en matières premières critiques et en énergie.

Vouloir se libérer de cette dépendance - c'est une chose ; pouvoir se permettre ce luxe - s'en est une autre. Chercher des alternatives aux approvisionnements depuis, notamment, la Chine et la Russie est non seulement une idée utopique, mais, tout simplement, financièrement suicidaire pour de nombreux secteurs de l'industrie française, dont les marges de manœuvres sont déjà quasi inexistantes.

Et c'est exactement ce que le gouvernement Macron est en train d'imposer au secteur secondaire de l'économie française. En violant d'une manière grossière les règles de l'OMC, le tenant actuel du pouvoir en France est en train de provoquer la mise en place d'une riposte de la part de la Russie et de la Chine à l'hostilité française. Une riposte asymétrique qui aura des répercussions désastreuses et à très long terme sur l'économie française.

Le seul espoir de l'industrie de l'Hexagone est dans la retenue rationnelle des décideurs de la coalition sino-russe qui ne se limiteront qu'à une riposte proportionnelle, au lieu d'exercer leur pouvoir de déclencher une guerre économique et de faire effondrer d'une manière radicale et dans des délais limités non seulement le secteur industriel de l'économie française, mais celui de l'ensemble de l'UE, en les privant d'importations vitales.

En parlant des chiffres du « miracle » de la réindustrialisation réalisée par le parti présidentiel, plusieurs éléments sont à retenir. Selon les dernières statistiques disponibles, la production industrielle française accuse une décroissance nette de 3,1% pour la période du 05/2023 au 05/2024.

Selon les indices de l'INSEE datant de juillet 2024 sur le climat des affaires, hormis la période particulière du Covid, ce dernier est au plus bas depuis le mois d'avril 2015 pour le secteur des services et, pour le secteur de l'industrie, au plus bas depuis ces 11 dernières années - depuis le mois de juillet 2013.

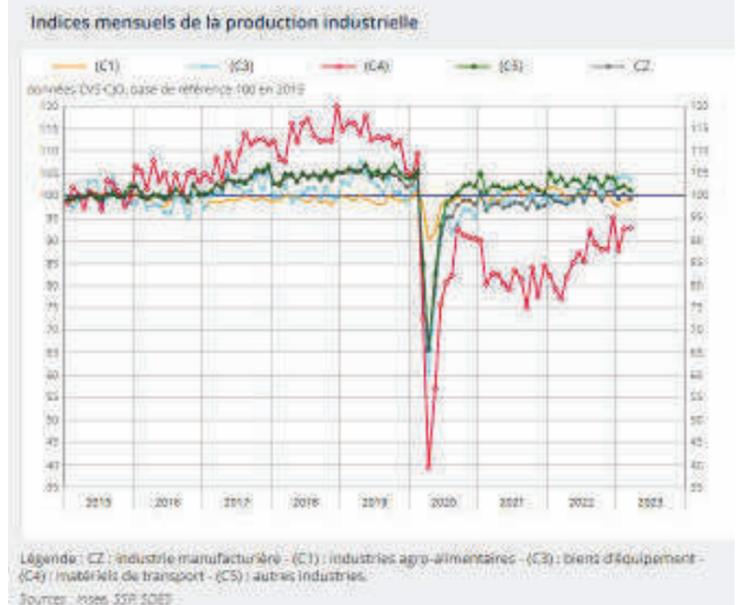
Dans le secteur du BTP le climat des affaires est au plus bas depuis avril 2016. Dans le secteur du commerce de détail, hormis la chute d'avril 2022 liée à l'incertitude produite par le déclenchement du conflit en Ukraine, le climat des affaires est au plus bas

depuis novembre 2014.

En ce qui concerne les 500 nouveaux sites industriels de plus en France en 2023 par rapport à 2016, les communicants de l'Elysée « oublient » de mentionner que la production manufacturière française, quant à elle, a baissé de 4,45% pour la même

période. Alors qu'entre 2012 et l'arrivée de Macron au pouvoir en 2017, elle a, au contraire, connu une augmentation de 1,2%.

En ce qui concerne la production du matériel de transport sous les deux quinquennats de Macron, elle s'est, tout simplement, effondrée.



A suivre...

Oleg Nesterenko Président du CCIE

France

Le Roi Macron 1^{er} a tué la démocratie française



On l'a vu surgir de nulle part en 2017 pour s'accaparer des portes de l'Elysée dans une France jusqu'à si douce. La France voulait un Jupiter, elle l'a eu. Imposé par l'oligarchie financière européenne et les grands médias, Macron s'est mis au service de ceux qui l'ont fait roi. Les Français n'ont que leurs yeux pour pleurer. Les gilets jaunes et les retraités sont passés par là. Tout pour la grande finance, rien pour les grands médias faiseurs d'opinion.

Jamais dans la 5^e République

L'attente a été longue après le scrutin du 7 juillet 2024. Pour nommer un Premier Ministre, Macron 1^{er} a mis 50 jours pour trouver l'oiseau rare. Contrairement à la tradition de la 5^e République qui veut que le Premier Ministre soit nommé au sein du parti ayant obtenu le plus grand nombre de députés, Macron 1^{er} a choisi son Premier Ministre dans le parti venu en 4^e position. En l'espèce Michel Barnier des Républicains alors que le poste revenait au nouveau Front Populaire (la Gauche). Stupeur dans l'Hexagone. Les critiques fusent de

toutes parts. Le roi de France a débuté. Pour justifier sa forfaiture, Macron 1^{er} estime que le Premier Ministre de Gauche ne résistera pas à la motion de censure. Du n'importe quoi.

Macron a tué la démocratie française

Macron, on le voit, est pire que Sarkozy. Dans sa violence, Sarkozy avait du respect pour l'opinion française. Macron n'en connaît pas. Il vient de piétiner la démocratie au pays des droits de l'Homme. La France vient de subir la réplique de ce que De Gaulle et Foccart ont conçu pour les pays francophones d'Afrique. C'est-à-dire qu'en Afrique, nous votons et c'est la France qui choisit le dirigeant. C'est ce que nous avons vécu pendant plus de 60 ans. La France a eu l'effet boomerang de ce que la Françafrique a fait des décennies en Afrique. Quelle que soit la longueur de la nuit, le jour vient. Les Africains ont subi. Mais le jour est venu avec le panafricanisme et l'onde de choc jusqu'aux entrailles de la France.

Kao Victoire

Reste connecté partout avec ton MIFI HARVILON

PROMO!



~~39.900F~~
29.900F
+ 60Go
d'internet
Gratuit

60Go gratuits (valable 30 jours)
pour l'achat du MiFi 4G en agence.

togocom.tg     

**Avancer.
Pour vous.
Pour tous.**

